

Fiche 13 Mobilité, migration antillaise, Bumidom

Objectif : reprendre les périodes clés du phénomène migratoires et des dynamiques de mobilités qui se sont développées ainsi que leurs conséquences socio-spatiales en Martinique et en Guadeloupe.

Table des matières

Définitions	1
Contexte de l'étude des récentes migrations antillaises	1
Les migrations aux Antilles.....	1
L'émigration des Antilles vers la métropole.....	2
Bumidom : légitimation de l'institutionnalisation du phénomène migratoire	3
Conséquences du BUMIDOM	4
Les associations : lieux de construction des identités collectives antillaises ?	4
Bibliographie utilisée :	5
Bibliographie à connaître	5

Définitions

- **Mobilité** : concept qui selon Baud et al., (2013) est arrivé à définir le processus complet du déplacement, à savoir ce qui le précède et ce qui l'anime.
- **Migration** : déplacement d'un individu ou groupe d'individus d'un lieu A vers un lieu d'accueil B.
- **Bumidom** : Bureau de développement des migrations des départements d'outre-mer. Créé en 1962, c'est une société d'Etat qui fut chargée à partir de 1963 du déplacement de candidats à la migration (Célestine A., 2012), et ce jusqu'en 1981. A. célestine (2012) estime qu'« il s'agit tout d'abord d'une migration considérée comme interne, car officiellement, il s'agit juste d'un déplacement sur le territoire national. »

Contexte de l'étude des récentes migrations antillaises

Les migrations aux Antilles

« L'histoire de la Guadeloupe et de la Martinique est constituée par et autour des migrations. De l'époque coloniale jusqu'à nos jours, ce sont les mouvements migratoires – immigration et émigration – qui ont puissamment contribué, d'une part, à modeler la démographie de ces pays et, d'autre part, à y former des sociétés originales, pluriethniques, qui se sont entièrement constituées il y a quatre siècles – et c'est là un point fondamental – à partir de populations toutes venues ou importées de lointains ailleurs. Un processus initial dont l'histoire ultérieure des sociétés considérées portera profondément et durablement la marque. » (Giraud M. et al., 2013)

Fiche 13 Mobilité, migration antillaise, Bumidom

Il existerait selon les auteurs, 4 phases dans l'histoire de la migration des Antilles depuis 1848 :

➤ **Phase 1 : anciens esclaves désertent les plantations.**

Le gouvernement adopte les décrets du 13 février et du 27 mars 1852 portant sur les « engagements » dans les colonies antillaises de travailleurs sous contrat, venus d'Afrique noire, de Chine, d'Inde.

➤ **Phase 2 : fin du XIX^{ème} siècle.**

Les travailleurs libres en provenance de Chine et du Levant (Syrie, Liban, Palestine) s'installent.

➤ **Phase 3 : 1946 profondes mutations liées à la départementalisation.**

Niveau administratif et juridique : possèdent une structure identique à celle des départements de l'Hexagone avec néanmoins des adaptations dans l'application de la législation française.

Nombreux sont les Antillais qui partent surtout entre 1960 et 1970, et constituent « une troisième île ». Des Français et Européens s'installent en masse aux Antilles tandis que des Caribéens continuent d'arriver dans ce qu'ils considèrent comme l'« Eldorado » français.

➤ **Phase 4 : actuelle** – se trouve dans le droit fil de la précédente ; à côté des immigrations en provenance du Proche-Orient et de Chine qui s'installent, nombreuses populations immigreront quand on constate un net ralentissement des départs d'Antillais pour la métropole et l'amorce d'un mouvement de retour au « pays natal » des émigrants partis vers l'Hexagone. (Giraud et al., 2013)

L'émigration des Antilles vers la métropole

Les temporalités et les périodes varient en fonction des auteurs.

Avant les années 60'

Avant les années 60', Giraud M. et al. (2013) parlent de première vague pour celle qui aurait débuté de l'entre-deux-guerres jusqu'à la fin des années 50'. Pendant cette période, peu d'antillais, essentiellement de la classe moyenne, majoritairement des fonctionnaires considérée comme élite, qui préfèrent miser pour la majorité sur leur intégration pleine à la société, dans un contexte à la fois d'assimilation à la société française et d'« effervescence musicale du Paris noir », de la négritude.

Les années 50' : première politique publique de migrations

A. Célestine (2012) parle elle, en reprenant les études de Monique Milia, de politique publique de migration dès les années 50' dans leur phase « expérimentale ». Ainsi, « de 1952 à 1960 avec des départs de Martiniquais et Guadeloupéens vers la Guyane française et de Réunionnais vers l'Hexagone. » A cette période, la population antillaise présente en France métropolitaine était relativement faible, composée majoritairement de fonctionnaires, d'étudiants et de militaires.

Les années 60' : massification des migrations vers l'Hexagone

Les années 60' marquent de façon générale pour les auteurs traitant du sujet, de la phase de massification du phénomène migratoire de l'outre-mer vers la France métropolitaine.



Fiche 13 Mobilité, migration antillaise, Bumidom

1962 : création du Bumidom.

1963 : Bumidom responsable de l'organisation des migrations de l'outre-mer vers l'Hexagone.

Giraud M. et al. parlent de deuxième vague, et la mise en place du Bumidom, l'émigration est plus massive, et se caractérise selon Giraud M. et al. (2013) par une prolétarianisation de cette population. Se met alors en place progressivement une identité collective, particulière et emblématique qui a servi aux revendications diverses.

Après 1981

A partir de 1998 : l'histoire remplace la culture ; les animateurs culturels se transforment en procureurs de l'histoire.

Les générations suivantes s'autonomisent par rapport à la culture du lieu d'origine de leurs parents. *L'identité collective n'est pas la reproduction des traditions, l'immigration n'est pas une situation où se consomme de manière passive et purement nostalgique un patrimoine [...] mais constitue davantage un creuset de créativité dans lequel les traditions des Antilles se renouvellent profondément. [...] s'opère tout un jeu d'emprunts réciproques, de mélanges de cultures, qui produit des réalités syncrétiques.*

En 1983, le Bumidom est remplacé par l'ANT, visant les originaires d'outre-mer, au-delà des migrants.

La structure associative constitue un élément fondamental dans cette émigration antillaise en France métropolitaine.

Bumidom : légitimation de l'institutionnalisation du phénomène migratoire

Giraud M. et al. (2013) :

Contexte :

- Effondrement de l'économie locale → chômage
- Révolution castriste à Cuba
- Imminence de l'indépendance en Algérie
- Aboutissement du procès de décolonisation dans l'empire africain

“la politique française de l'immigration antillaise remplit bien une fonction de régulation politique des sociétés de départ quand elle s'enferme, officiellement, dans la rhétorique républicaine de la solidarité nationale et des grands équilibres économiques”. (Constant, 1997). Cette politique migratoire obéissait aussi secondairement à des impératifs liés au développement économique et social et donc à un besoin de main d'œuvre en France métropolitaine.

Célestine A., 2012 :

Objectifs :

1. Réduire la pression sur le marché du travail des économies des DOM dans un contexte de déclin de l'économie sucrière et d'augmentation rapide de la population.



Fiche 13 Mobilité, migration antillaise, Bumidom

2. *Pallier les besoins en main d'œuvre dans la métropole par le déplacement de populations jeunes actives.*
3. *Limiter les risques de conflits sociaux qui s'étaient multipliés dans les années 1950.*
4. *Limiter les risques de revendications d'indépendance dans un contexte mondial de marche vers la décolonisation.*

Conséquences du BUMIDOM

« A cette évolution s'est ajoutée dans la même période, on l'a vu précédemment, la vive accélération de l'émigration des jeunes natifs vers la métropole qu'encourage fortement, on l'a dit, l'État central. Les deux phénomènes conjuguent alors leurs effets : le recul de la fécondité réduit le nombre moyen d'enfants par femme, pendant que l'émigration réduit le nombre de femmes en âge d'avoir des enfants. » (Marie, Horizon 2030).

Les associations : lieux de construction des identités collectives antillaises ?

A partir de 1950

A. Célestine (2012) estime que les premières associations ont été produites en partie par les institutions en charge de la migration. Ainsi, elles sont le reflet des clivages politiques aux Antilles vis-à-vis de la politique migratoire en place.

A côté de ces associations politiques, se sont constituées des associations d'accueil des migrants : entraide, sociabilité, mises en place par le gouvernement ; CASODOM (1955), AMITAG (1964).

Giraud M. et al. (2013) : les associations antillaises installées à Paris accordent une place prépondérante à l'animation et à la valorisation du patrimoine culturel de la communauté, à la mémoire de son passé, à travers de nombreuses fêtes, carnivals, journées d'animation et autres manifestations publiques. Deviennent des sortes de relais et les interlocutrices privilégiées des pouvoirs publics des communes où elles sont implantées.

Sont aussi le lieu de « *promotion personnelle* », avec la possibilité d'étendre leur influence dans la société d'accueil, et ainsi « *consolider leur pouvoir au sein de la "communauté" par la redistribution clientéliste d'avantages matériels ou symboliques.* »

Les premières associations sont essentiellement dirigées par les émigrés antillais de la première vague, l'élite de fonctionnaires de classe moyenne, qui défendent donc au sein de ces associations des *stratégies sociopolitiques assimilationnistes*.

Ainsi, avant l'ANT de 1983, A. Célestine (2012) reprend les 2 pôles distingués par Laïla Wuhl :

- pôle de dirigeants associatifs, composé de notables antillais issus de la haute fonction publique,
- pôle de petites associations.



Fiche 13 Mobilité, migration antillaise, Bumidom

A partir de 1983

A. Célestine (2012) → *Se dessinent ainsi 3 pôles dans « l'espace associatif antillais » :*

- *institutionnel : regroupe les membres au capital social importants, appartenant aux réseaux syndicaux et aux grands partis nationaux, :*
 - *notables : disposent des ressources et subventions importantes ;*
 - *petits notables moins dotés en capital ;*
- *sociabilités populaires : les moins bien dotés de tout l'espace associatif, souvent des femmes.*
- *Militants identitaires : doté d'un fort capital culturel, sont souvent passés par des organisations politiques ou syndicales.*

Depuis les années 2000, cette tripartition semble remise en cause : émergence de nouvelles mobilisations associatives de Français d'origine d'outremer.

Bibliographie utilisée :

- Célestine A., L'espace des mobilisations minoritaires des citoyens d'origine caribéenne en France et aux États.
- Giraud M., Isabelle Dubost, André Calmont, Justin Daniel, Didier Destouches et Monique Milia-Marie-Luce, « La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 26 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/252> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.252.
- Marie C.-V., (année non précisée), *Les Dom à l'horizon 2030. Entre migrations, vieillissement et précarité : quel projet de sociétés ? Séminaire sur les Outre-Mer.*
- Palmiste C., (année non précisée), *Génocide par substitution : usages et cadre théorique*, en ligne <https://hal.univ-antilles.fr/hal-01771854/document>.

Bibliographie à connaître

- Anny Dominique Curtius, Utopies du BUMIDOM: Construire l'avenir dans un "là-bas" postcontact, *French Forum*, Vol. 35, No. 2/3 (Spring/Fall 2010), pp. 135-155 ; <https://www.jstor.org/stable/41306666?seq=1>.
- Constant Fred. La politique française de l'immigration antillaise de 1946 à 1987. In: Revue européenne des migrations internationales, vol. 3, n°3, 4ème trimestre 1987. Les Antillais en Europe. pp. 9-30; doi : <https://doi.org/10.3406/remi.1987.1142> https://www.persee.fr/doc/remi_0765-0752_1987_num_3_3_1142
- POTOMITAN, l'avenir est ailleurs, <https://www.potomitan.info/atelier/pawol/bumidom.php>.
- Public sénat, documentaire, « Bumidom, des français venus d'outre-mer » <https://www.publicsenat.fr/emission/bumidom-des-francais-venus-d-outre-mer-71066>.

